

## SAINT-RÉMY-LÈS-CHEVREUSE

# Les élus contestent l'agrandissement de la gare RER



Saint-Rémy-lès-Chevreuse, hier. Les élus se sont réunis autour de la maire (DVD) Agathe Becker (au centre) afin de montrer leur désapprobation au projet d'agrandissement de la gare par la RATP. (LP/L ML)

« **SAINT-REMY** dit non au projet RATP ». Dépliée pour la première fois hier par une dizaine d'élus de Saint-Rémy-lès-Chevreuse, dont le maire (DVD) Agathe Becker, la banderole sera tendue au-dessus de la route passant non loin de la mairie.

Dans la commune de 7 700 habitants, le projet d'agrandissement de la gare terminus du RER B par la Régie parisienne passe mal, et on le fait savoir. Au programme : la construction de cinq voies de garage

### « Ce serait vraiment le massacre du centre-ville »

Edmond Robin, conseiller municipal

supplémentaires le long de la rue Ditte d'ici 2020, préfigurant, peut-être, celle d'autres voies de l'autre côté de la route de Limours, à l'horizon 2022. « On ne conteste pas le fait que la RATP ait besoin de place, précise Agathe Becker. Mais pourquoi regrouper tous les désagréments sur Saint-Rémy? Ou alors,

que la Régie nous démontre que cela va changer la vie des usagers, ce qui est loin d'être le cas. »

Elus et habitants, dont certains se sont regroupés en collectif, protestent contre un projet qui, selon eux, va « défigurer Saint-Rémy » dit le maire. « Ces nouvelles voies nécessitent par exemple la construction d'un mur de soutènement de 5 m de haut et 150 m de long, poursuit-elle. Il y aura des conséquences visuelles, des nuisances sonores aussi pour les riverains avec ces voies de plus en plus proches des habitations. »

La suite du projet, 3<sup>e</sup> phase des travaux, inquiète également, avec d'autres voies qui pourraient longer le domaine de Coubertin. « On ne peut pas accepter cela tout près d'un site classé aux monuments historiques, soupire Edmond Robin, conseiller municipal. Et en plus, ce serait vraiment le massacre du centre-ville. »

La RATP dit, elle, « travailler en collaboration étroite avec la ville »

afin de « trouver des solutions qui prennent en compte les remarques en termes d'environnement. » Elle assure que des « études d'impact environnementales et acoustiques sont menées » pour trouver les « solutions les plus adaptées. » La Régie espère avec ces voies de garages, construites sur un terrain d'un hectare lui appartenant, désengorger la gare de Massy (Essonne) et doubler le trafic en passant de 5 trains à 10 trains par heures. Le projet global coûterait 100 M€. La mairie a mandaté un cabinet d'expertise afin de vérifier ces données. « A priori, cela pourrait se faire sans ces nouvelles voies, simplement en exploitant mieux le potentiel de la gare », souligne Agathe Becker. « Grâce à ces nouvelles positions de garage, tous les trains seront situés, dès la prise de service, au départ de la ligne, précise-t-on cependant à la RATP, ce qui permettra d'obtenir une meilleure régularité, au bénéfice des voyageurs. »

LAURENT MANŞART

# Les défenseurs de l'environnement réclament un débat public

**ILS RÉCLAMENT** un vrai débat public sur l'aménagement du plateau de Saclay. Vingt-sept associations environnementales des Yvelines et de l'Essonne, regroupées au sein de la coordination pour la solidarité des territoires d'Ile-de-France (Costif) viennent de signer une let-

tre dans ce sens adressée aux élus et au président de l'Etablissement public du plateau de Saclay (EPPS).

« Nous remettons en cause l'objectif qui correspond à une volonté d'Ile-de-France inflationniste et pas à des besoins locaux », écrivent notamment les contestataires. « La loi

prévoit un débat obligatoire. Les habitants ont le droit à un débat global sur tous les enjeux, rappelle Claudine Parayre, présidente de Jouy environnement et porte-parole du collectif. Vouloir concentrer la recherche sur 6 km<sup>2</sup> ne nous semble pas une bonne idée. La Silicon Valley, en Californie, s'étend sur 200 km ».

La préservation des terres agricoles doit être « une priorité » selon le collectif qui s'inquiète également de la desserte du plateau. « Nous n'acceptons pas un tel déploiement de moyens de transport non discutés empilés de façon concomitante : doublement de la D36 en 2 x 2 voies, un métro inacceptable et dont les solutions alternatives n'ont pas été étudiées... Nous réaffirmons qu'il est plus urgent de désenclaver le parc d'activités de Courtabœuf (Essonne), et d'en améliorer ainsi l'attractivité au lieu de prendre le risque de voir naître bientôt une friche industrielle ».



La préservation des terres agricoles du plateau de Saclay est au centre des préoccupations du collectif d'associations environnementales. (LSFG)